

Avis émis par les représentants du personnel de la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT)

■ Séance du 5 décembre 2023 :

Avis	Suites données par l'administration
<p>Afin de favoriser la mise en place d'assistants de prévention dans chaque unité de travail, nous demandons à ce que leur attente exprimée de longue date sur la reconnaissance financière de leur travail soit prise en compte.</p>	<p>La réglementation ne prévoit pas de régime indemnitaire spécifique ou de majoration de points d'indice pour les assistants de prévention. Ces derniers doivent disposer de moyens pour l'exercice de leurs fonctions, en bénéficiant notamment du temps nécessaire pour remplir leurs missions – la quotité de travail allouée à ce titre devant être prévue dans leur lettre de cadrage, quotité susceptible d'être modifiée en fonction des besoins (pour tenir compte de la configuration des locaux, des travaux en projet ou en cours, du nombre d'agents, de la spécificité des contextes et de l'environnement du travail...).</p> <p>Le rôle et les missions des assistants de prévention peuvent déjà être valorisés au titre de leurs activités et de leur parcours professionnel (identification des fonctions au niveau de l'organigramme de l'unité de travail ; prise en compte dans le cadre des entretiens professionnels annuels et/ou des promotions – tableaux d'avancement, listes d'aptitude...).</p> <p>La question de la valorisation des assistants de prévention par une reconnaissance financière doit être examinée au regard des compétences conférées au président et au conseil d'administration de l'établissement en matière d'attribution de primes aux personnels.</p>
<p>Nous demandons à ce que le PAPRI Pact nous soit présenté sur la base des DUERP déclarés en 2023 lors d'une séance programmée en janvier 2024.</p>	<p>Une réunion de la formation spécialisée a été programmée le mardi 30 janvier 2024 avec en point n°1 à l'ordre du jour la présentation du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRI Pact).</p> <p>À la demande des représentants du personnel à la formation spécialisée, l'ordre du jour de la séance du 30 janvier 2024 a été modifié, les points initialement inscrits à cette réunion devant être reportés à une date ultérieure. À cet effet, une nouvelle séance de la formation spécialisée est programmée le mardi 12 février 2024. La présentation du PAPRI Pact est inscrite à l'ordre du jour de cette réunion.</p>
<p>Tous les agents de l'UPJV, victimes ou témoins de souffrance au travail liée à des risques psychosociaux ou harcèlement doivent avoir la possibilité de le signaler. Aussi, nous demandons à ce que soit formalisée sur l'ENT et sur le guide d'accueil de l'UPJV, la marche à suivre pour signaler un dysfonctionnement managérial, une situation violente, un harcèlement, un danger grave et imminent avec un arbre décisionnel qui précise les personnes ressources, le circuit et la garantie d'une prise en charge de la demande dans un délai rapide.</p>	<p>Il est effectivement nécessaire de rendre plus visible l'ensemble des procédures de signalement (RPS, harcèlement...) mis à la disposition des agents de l'établissement, en poursuivant notamment l'amélioration et le développement de la communication interne (cf. plan d'action QVCT de l'UPJV). À cet effet, un travail est en cours en lien avec la refonte du site internet de l'établissement</p>

Avis	Suites données par l'administration
<p>Les membres de la FS-SSCT demandent à ce que tous les documents nécessaires à l'examen des points de l'ordre du jour, leur soient bien remis huit jours à l'avance, et ceci en conformité avec l'article 88 du décret 2020-1427.</p>	<p>L'article 4 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement (CSAE) de l'Université de Picardie Jules Verne et de sa formation spécialisée (FS-SSCT)⁽¹⁾ précise les modalités d'envoi des pièces et documents aux membres du CSAE et de la FS-SSCT. Pour les points inscrits à l'ordre du jour soumis à un vote, les services s'assurent de pouvoir transmettre aux membres les documents concernés au plus tard huit jours avant la date de la séance. Par contre, pour les points faisant l'objet d'une information, la transmission de supports avant la séance n'est pas systématique, ces supports étant présentés en cours de séance et communiqués à l'issue de la réunion.</p> <p><small>(1) : Règlement intérieur adopté le 1^{er} février 2023 et modifié le 17 mai 2023 à l'unanimité des membres présents ayant voix délibérative au CSAE de l'UPJV.</small></p>

Amiens, le 5 février 2024

Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne



Pr. Mohammed BENLAHSEN